



# LE JOURNAL DU MINEUR



ORGANE MENSUEL DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES MINEURS - C.F.D.T.  
Siège administratif : 35, rue des Ferronniers — 59500 DOUAI — Tél. 88.61.86

Inscrit à la Commission paritaire  
sous le numéro 511073

C.C.P. : LILLE 3.773.92  
Gérant : Jean PRUVOST

## IL FAUT AGIR POUR VIVRE

### Charbon, pas mort

Le dénouement de la grève de Carmaux ne doit pas faire illusion. Sur l'essentiel, rien n'est réglé : les problèmes demeurent, les tergiversations subsistent, les contradictions continuent. Le problème du charbon reste posé au fond dans les termes où il l'était déjà à la veille de mai 1981.

Il appartient au gouvernement de s'attaquer sans plus attendre au problème et de le faire dans la clarté. S'il tarde ou s'il continue d'hésiter, il s'apercevra vite que Carmaux n'aura été que le signe avant-coureur d'un conflit social majeur, généralisé à l'ensemble des bassins. Et que l'on se souvienne que, lorsque les mineurs, poussés à bout, se battent, ils le font avec l'énergie du désespoir.

L'organisation du débat, préalable à la mise au point de toute solution acceptable, suppose que soient traités trois sujets distincts mais complémentaires :

- Les bases de la discussion, c'est-à-dire la connaissance des faits et des chiffres, doivent être claires. Elles doivent être soumises à débat et à confrontation, notamment en ce qui concerne leur collecte et leur interprétation. Cela vaut en particulier pour le calcul des coûts de production, l'importance des réserves, les critères d'exploitation, le coût des fermetures de puits, ainsi que pour la comparaison des coûts « réels » des différentes sources d'énergie.

- L'avenir du charbon ne peut être dissocié de la politique énergétique de la France. Celle-ci doit être définie : la priorité absolue à l'option nucléaire, si elle est maintenue, doit être affirmée publiquement, justifiée et débattue.

Depuis des années, les choix de la France en ce domaine ont été confisqués par un véritable lobby industrialo-nucléaire, service public semi-privé, dont la puissance économique est aussi importante que son pouvoir d'influence politique. Ce lobby a traversé mai 1981 sans dommage ; il a même réussi à faire des adeptes inattendus parmi les nouveaux responsables du pouvoir.

Cette politique énergétique ne sera crédible et opérationnelle que si elle est acceptée et reconnue par les différents partenaires énergétiques (E.D.F., pétroliers, nucléaire...). Or, ceux-ci trop souvent se conduisent comme un Etat dans l'Etat, forts de leur durée, ils bravent les ministres, convaincus de la rationalité de leur choix, ils refusent d'en débattre.

- Charbonnages de France doit prendre sa place dans cette politique. Il n'en a pas les moyens présentement : il lui faut devenir une véritable entreprise moderne, ce qui est loin d'être le cas ; absence de stratégie, incohérence des politiques, faiblesse du commercial, centralisation excessive du pouvoir réel, inexistence de la concertation avec les partenaires sociaux, caractérisent trop souvent aujourd'hui la réalité vécue de cette entreprise.

#### ASSOCIER LES MINEURS

Depuis des mois, on nous annonce un contrat d'entreprise qui lierait l'Etat et Charbonnages de France, depuis des mois, on en retarde la mise en chantier, retard qui suscite le doute et provoque l'angoisse. Est-ce la peur d'une vérité, à coup sûr difficile ou la crainte de devoir se souvenir des promesses électorales faites voici moins de deux ans et au plus haut niveau ?

Je réclame ici, au nom de mon organisation, l'ouverture d'un débat autour du contenu de ce contrat d'entreprise et, en partant des trois types

### Développer l'action unitaire

La C.F.D.T. a toujours milité pour l'unité des travailleurs et de leur organisation.

L'unité implique un débat de clarté entre les organisations. Cela veut dire que l'on met clairement sur la table ce qui nous a divisé et ce qui nous uni.

Seul un tel dialogue de vérité permettra de créer les conditions de l'action unie pour obtenir des résultats.

#### LA C.F.D.T. PROPOSE UNE GRÈVE GÉNÉRALE

Le 13 avril la C.F.D.T. suite à une rencontre de ses instances lance un appel à toutes les organisations syndicales pour s'unir et agir face à l'absence d'une politique charbonnière et de l'emploi et le refus des directions minières de négocier.

— L'absence d'une politique charbonnière et de l'emploi

— Le refus des Directions Minières de négocier conduit la C.F.D.T. à proposer la grève générale aux Mineurs et à toutes les Organisations Syndicales

Depuis plus d'un an et cela malgré les discours, aucune politique charbonnière ambitieuse s'inscrivant dans une politique énergétique cohérente n'a été élaborée.

La Direction des Charbonnages de France refuse de négocier l'avenir des mines de charbon et des régions minières.

Cette même Direction ainsi que les Directions de Bassin ont décidé implicitement de ne pas appliquer le protocole sur la réduction du temps de travail prévoyant les 35 heures en décembre 1983.

Ces deux éléments laissent penser que l'on s'oriente vers la suppression de plus de 25 000 emplois dans les mines de charbon d'ici 1990.

de questions que je viens d'évoquer : les bases chiffrées du débat ; le cadre global dans lequel se pose le problème ; enfin, le contrat d'entreprise lui-même.

Ce débat ne peut être bâclé ; il lui faudra durer un certain temps et mobiliser des volontés et des compétences. Il faudra aussi que les pouvoirs publics et la direction de Charbonnages de France prennent enfin en compte l'existence de partenaires sociaux bien décidés à être partie prenante dans cette vaste confrontation.

De ce point de vue, il est surprenant que le directeur général des Charbonnages de France fasse des appels à la concertation, alors que, depuis son arrivée, il est sourd aux appels de concertation de la C.F.D.T. et ignore notre demande d'élaboration collective d'une stratégie pour l'entreprise.

Car les mineurs n'accepteront plus de ne débattre que des conséquences sociales de décisions économiques et politiques prises ailleurs, en leur absence. Cette fois-ci, c'est à l'élaboration de ces décisions elles-mêmes qu'ils entendent être associés.

J.-M. SPAETH,

Secrétaire général de la Fédération des mineurs C.F.D.T.

En matière d'hygiène et de sécurité, les Directions et les autorités de tutelle (Ministère de l'Industrie) refusent la discussion.

Des inégalités d'un autre temps, notamment en matière d'avantages en nature, se perpétuent de changement de Direction en changement de Direction.

Le système de classifications et de rémunération reste archaïque.

Les entreprises minières sont toujours aussi imperméables à la nécessaire démocratisation de l'entreprise.

Face aux problèmes énergétiques, d'emplois, de conditions de vie et de travail, que vivent et vont connaître les régions minières, la C.F.D.T. estime que seule l'action collective des travailleurs est de nature à modifier les choix et orientations des Directions et des technocrates de Ministère.

Dans les mines de potasse et d'ardoise, les mineurs vivent les mêmes réalités.

La gravité de la situation, l'importance des enjeux conduit la Fédération Nationale des Mineurs C.F.D.T. à mettre en route un processus aboutissant à la grève générale.

C'est dans ce sens que la C.F.D.T. s'adresse à l'ensemble des organisations syndicales et des travailleurs des mines.

#### Le 3 mai 1983 les cinq Fédérations se réunissent.

Depuis de nombreuses années les cinq Fédérations de Mineurs ne se sont plus réunies. Le 3 mai elles se sont rencontrées et ont élaboré un texte commun et adressé une lettre au Premier Ministre.

Certes la C.F.D.T. aurait souhaité aller plus loin dans les revendications, notamment en matière sociale et de forme d'action. Un premier pas est fait et il faut par la mobilisation de tous les mineurs le renforcer. Il y va de l'avenir des Mines et de l'emploi dans les régions minières.

#### COMMUNIQUE

Les Fédérations Nationales des Mineurs C.G.T. - C.F.D.T. - F.O. - C.F.T.C. et C.G.C. réunies le 3 mai 1983 à Paris manifestent leurs plus vives inquiétudes quant à l'avenir de l'entreprise et la production charbonnière nationale.

Un certain nombre de déclarations officielles, de nombreux articles de presse, laissent prévoir une révision en baisse des objectifs de production votés par le Parlement.

L'ensemble des organisations syndicales se prononcent fermement pour une nouvelle politique charbonnière entraînant la relance de la production nationale en vue de tirer le maximum de nos ressources.

Une telle politique s'inscrit dans les objectifs de reconquête du marché intérieur, de l'équilibre de notre balance commerciale et de l'emploi.

Les organisations syndicales s'adressent au Premier Ministre pour obtenir dans les meilleurs délais une table ronde : Gouvernement, Direction des Charbonnages de France et Fédérations, pour faire le point et définir l'avenir de l'entreprise. Cette table ronde devra aborder :

1°) Le problème de la production nationale et de son écoulement à court, moyen et long terme, en prenant en compte l'aspect global économique et social dans les régions concernées.

2°) Les moyens à mettre en œuvre pour y parvenir (investissements, embauchage, utilisation des capacités de production actuelles, etc.).

Les Fédérations Nationales appellent l'ensemble du personnel à soutenir dans l'unité cette initiative, et à se tenir prêt à engager, si nécessaire, une action de toute la profession.

(suite page 2. >)



# La C.F.D.T. refuse de ratifier l'accord global des Charbonnages de France sur la durée du travail, les salaires et les droits nouveaux.

Charbonnages de France a demandé aux organisations syndicales de ratifier un texte global, portant à la fois sur les salaires, la durée du travail et les droits nouveaux.

## DURÉE DU TRAVAIL ET TEMPS DE MARCHÉ DES INSTALLATIONS

La direction se déclare prête à appliquer pour le 31 décembre 1983, les 35 heures ; c'est une victoire de la C.F.D.T. Cependant, la direction demande en contrepartie de faire tourner les installations tous les jours ouvrables (tous les samedis) et d'obliger tout le personnel à travailler par roulement, **cela est inacceptable.**

LA RÉDUCTION du temps de travail DOIT permettre d'améliorer les conditions de travail et de CRÉER DES EMPLOIS en décidant des 35 heures par l'octroi de jours de repos. La C.F.D.T. est pour le retour au poste à 8 h, au fond comme au jour et ainsi augmenter le nombre de repos individuel.

## SALAIRES

Les propositions des Charbonnages sont d'augmenter la masse salariale de 9,11 % avec une augmentation de 7,73 % hiérarchisée (par exemple : 2 % d'augmentation pour tous en février, mai, août et novembre) plus 1,35 % consacrés uniquement aux bas salaires et à la révision des classifications. D'autre part, une clause de sauvegarde permet de garantir pour 1983 et 83, le pouvoir d'achat des mineurs.

Pour la C.F.D.T., le texte contient des mesures qui vont dans le sens des revendications de la C.F.D.T. — garantie pour 82 et 83 du pouvoir d'achat, ce que l'ancien protocole n'a pas permis ; — révision des protocoles de classifications ouvriers de métier, piqueurs, régie fond et exploitation jour ; — mesure en faveur des bas salaires.

La C.F.D.T. a demandé que les négociations s'engagent immédiatement sur ces questions. Aux H.B.L., une réunion aura lieu sur les classifications le 19 avril.

## Indemnité chauffage CDF

Nous publions ci-dessous le nouveau barème des indemnités de chauffage. Pour les ETAM il faut multiplier la valeur de base par 1,4, les ingénieurs par 2, pour les veuves par 0,5 (— 50 %), pour les retraités par 0,75 (— 25 %). Il faut bien sûr tenir compte des coefficients climatiques.

L'augmentation de l'indemnité en dehors du fait qu'elle est faible confirme les inégalités qui existent entre catégories professionnelles, entre les actifs et les retraités et veuves.

Si, aujourd'hui, les directions peuvent impunément continuer à appliquer des inégalités d'un autre temps, il faut rappeler, le texte de la lettre le précise, qui s'appuie sur le protocole de mai 1974 signé par la C.F.T.C. et la C.G.C. et rejoint en 1978 par F.O.

Il faut que tous les mineurs sachent que le patronat a toujours trouvé des complices pour maintenir la division des mineurs. C'est en général la C.F.T.C., F.O. et C.G.C. qui se prêtent à de telles manœuvres. Ne sont-elles pas aujourd'hui déjà prêtes à d'autres manœuvres. En effet, après avoir été le fidèle serviteur des gouvernements de droite et des directions l'on sent poindre à l'horizon une nouvelle manœuvre de la part de ces organisations.

Après avoir accepté pendant des années les inégalités ils vont devenir les champions de la dénonciation des inégalités et cela tout le monde l'aura compris pour des raisons politiciennes (soutien au R.P.R., U.D.F. et autres).

La C.F.D.T. ne mange pas de ce pain. Ce qui était juste hier est encore juste aujourd'hui et ce qui était injuste hier l'est encore aujourd'hui.

Les avantages en nature doivent être uniformisés en fonction des besoins des familles. Pour le chauffage il faut obtenir un chauffage gratuit pour tous. C'est-à-dire un tonnage de charbon qui correspond au logement et au climat ou une indemnité qui permette de s'acheter l'énergie de remplacement.

Monsieur SPAETH  
Secrétaire Général  
de la Fédération Nationale  
des Mineurs C.F.D.T.

Monsieur le Secrétaire Général,

En application de l'accord du 19 juin 1978, la valeur de base de l'attribution annuelle de combustible prévue à l'article 4. du protocole du 27 mai 1974 est portée à :

4 700 francs à compter du 1<sup>er</sup> avril 1983.

Le complément spécifique d'indemnité chauffage créé par l'avenant n° 2 relatif aux prestations de chauffage, daté du 24 septembre 1980, est porté à :

900 francs pour le Nord-Pas-de-Calais

830 francs pour la Lorraine

650 francs pour le Centre-Midi.

Ces valeurs sont applicables avec effet du 1<sup>er</sup> avril 1983.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Directeur Général  
des Services Sociaux,

G. BAYLE.

## DROITS NOUVEAUX ET EXPRESSION DES SYNDICATS

C.d.F., tout en admettant la nécessité de l'expression syndicale et de prendre les mesures d'application des lois Auroux, reste timide dans les actes. La C.F.D.T. a demandé et obtenu des C.d.F., jeudi le 6 avril, que soit repris la discussion sur l'application de toutes les lois Auroux aux mines, ce qui n'est pas le cas aux H.B.L. Une série de réunions aura lieu à C.d.F. Un premier texte sur l'expression des travailleurs a été négocié. Suivront des discussions sur le droit syndical, l'attribution des C.E., les sanctions, le règlement intérieur, la démocratisation du secteur public et nationalisé.

## En conclusion, la C.F.D.T. a décidé à l'unanimité de répondre par écrit aux C.d.F., que :

1°) Le texte sur les salaires comporte des points positifs, mais qu'il était urgent de concrétiser la question des bas salaires et des classifications.

2°) Le texte sur la réduction du temps de travail ne peut répondre aux revendications de la C.F.D.T., à savoir : réduction du temps de travail pour créer des emplois et améliorer les conditions de travail des mineurs. La C.F.D.T. a demandé la poursuite des négociations.

3°) Les droits nouveaux et droits syndicaux conduisent à plus de démocratie dans l'entreprise.

La C.F.D.T. va engager une campagne de mobilisation des mineurs pour obtenir un accord qui va dans l'intérêt des mineurs et des travailleurs de la région.

## Les Mineurs C.F.D.T. du Nord - Pas-de-Calais réagissent après les propos du Président de la République...

Le Président de la République est passé récemment à Lens, « capitale » du Bassin Minier Nord-Pas-de-Calais. Il y a fait une déclaration concernant entre autre l'avenir de l'exploitation charbonnière régionale...

Prenant connaissance par la presse de ces déclarations, les Mineurs C.F.D.T. ont fait part publiquement de leurs premières réactions :

### 1°) SUR LA PROCÉDURE :

Les Mineurs C.F.D.T. avaient sollicité, par lettre, une audience auprès de l'Elysée pour discuter du devenir du Bassin Minier à partir de leurs dossiers sortis en 1981... Aucune réponse n'a été donnée à cette demande...

De plus, les syndicats de Mineurs n'ont même pas été invités à la réception de Lens où pourtant le Président de la République devait parler du devenir du Bassin Minier...

Ceci nous inquiète beaucoup, dans la mesure où le fait syndical évident semble de plus en plus ignoré, voire écarté, dans les grandes décisions, par le pouvoir politique en place...

Edmond MAIRE l'avait déjà laissé entendre au lendemain de la sortie du plan de rigueur, pour lequel les organisations syndicales n'ont pas été préalablement consultées...

Le rôle des partis politiques au pouvoir est de gérer le bien commun ; le rôle du syndicalisme est d'être une force de propositions, d'actions, voire de contestations si nécessaire, en référence constante au respect de l'Homme...

Ignorer ou oublier ce fait, qui est l'expression même de la Démocratie, nous paraît grave !... Si ces regrettables façons de faire ne changent pas, la C.F.D.T. les dénoncera publiquement, au nom du respect des corps intermédiaires indispensables au libre exercice de la Démocratie !

### 2°) SUR LES DÉCISIONS ANNONCÉES...

a) La réindustrialisation du Bassin Minier : C'est une décision positive en soi... Mais le « revers de la médaille », surtout de la façon dont cela a été annoncé, signifie, en clair, la fin, à moyen terme, de l'exploitation charbonnière régionale... Ceci a d'ailleurs été confirmé ensuite par Jean AUROUX, secrétaire d'Etat à l'Energie : l'abandon de l'objectif national de 30 millions de tonnes en 1990 conduira, en effet, inéluctablement à ce que l'un des premiers bassins miniers français à être sacrifié sera celui du Nord-Pas-de-Calais...

Nous estimons ceci comme une erreur à la fois politique, économique et sociale !... Nous restons profondément persuadés à la C.F.D.T. qui est encore possible de maintenir un certain niveau de production régionale pendant des années encore. Stabiliser le niveau de production actuel devient pour nous une décision très urgente et sage !...

Mais sera-t-elle prise cette décision ?... Nous commençons à en douter...

Nous avons déjà entendu, depuis des années, des discours très semblables sur la conversion des mineurs, la réindustrialisation du Bassin Minier... Nous avons connu déjà une première étape dans le domaine de la conversion après 1967...

Nous nous souvenons tous des grosses difficultés rencontrées alors pour implanter et créer des emplois de substitution des milliers de ceux perdus par la récession des Houillères. Ceci se passait pourtant dans un contexte économique bien plus favorable qu'actuellement...

## Développer l'action unitaire

(suite de la première page)

Monsieur Pierre MAUROY  
Premier Ministre  
Hôtel Matignon  
57, rue de Varenne  
75700 PARIS

Paris, le 3 mai 1983

Monsieur le Premier Ministre,

Nous vous prions de trouver ci-joint une déclaration commune des Fédérations Nationales des Mineurs C.G.T. - C.F.D.T. - F.O. - C.F.T.C. et C.G.C., portant sur la situation des Charbonnages de France.

Devant l'inquiétude grandissante de l'ensemble du personnel sur l'avenir de l'entreprise, nous vous demandons d'organiser dans les délais les plus rapprochés possible, une table ronde réunissant les Ministres concernés, la Direction des Charbonnages de France et les organisations syndicales.

Espérant une réponse favorable et rapide, nous vous prions de croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de notre parfaite considération.

DUFRESNE	VERNE	SPAETH	BERGAMINI	MERTZ
C.G.T.	C.G.C.	C.F.D.T.	C.F.T.C.	F.O.

Il fut difficile à l'époque, dans le contexte d'économie libérale, de faire venir dans le Bassin Minier, des industriels... Un peu plus de 3 000 mineurs au total furent convertis et ce, sur plusieurs années... chiffre bien faible au regard des 200 000 emplois perdus depuis 1947... La C.F.D.T., à l'époque, avait souvent dénoncé vigoureusement « la grande illusion » de la conversion...

Fort de cette expérience vécue avec tous ses drames, nous nous interrogeons aujourd'hui sincèrement sur les possibilités et les moyens de l'Etat, pour permettre l'implantation, dans le contexte économique actuel, en pleine crise, « des activités modernes de technologie d'avenir » et des projets industriels ambitieux, dont il a été question dans le discours présidentiel...

Quels objectifs d'emplois nouveaux cela représenterait-il ?...

Quelles mesures seront prises par l'Etat pour éviter le retour des « chasseurs de primes », ces implantations industrielles sans lendemain, que nous avons hélas connu en nombre dans la région ?... Comment seront associés les travailleurs et les travailleuses et leurs organisations syndicales dans ce grand projet ?...

« Plutôt Mineurs que Chômeurs » restera pour nous un slogan valable, tant que nous n'obtiendrons pas de réponses sérieuses à toutes ces questions...

b) La gestion du Patrimoine Immobilier : Il faut rappeler que la C.F.D.T. a été l'une des premières organisations il y a plus de douze ans à réclamer la mise en place d'un organisme public de gestion globale du patrimoine immobilier des Houillères, avec une gestion quadripartite :

- les Houillères, tant qu'elles existeront ;
- les Pouvoirs Publics ;
- l'Association des Communes Minières ;
- les Organisations Syndicales de Mineurs.

La C.F.D.T. considère, en effet, que fondamentalement le patrimoine immobilier des Houillères appartient d'abord aux Mineurs. Ils ont payé largement ce droit au logement gratuit, par leur travail, depuis des générations...

De la même façon qu'hier l'on a pas pu faire la rénovation des logements sans ni contre les Mineurs, l'on ne gèrera pas demain le patrimoine immobilier sans ni contre les Mineurs !...

Or, dans les propos présidentiels, à aucun moment il a été envisagé d'associer les syndicats à la nouvelle structure spécifique de gestion projetée !...

La C.F.D.T. n'acceptera pas, qu'ici comme ailleurs, les syndicats soient écartés ou ignorés dans ce domaine.

C'est trop dangereux pour les Mineurs qui risquent d'être victimes demain de décisions technocratiques, voire politiques, qui conduiraient à les « virer » de leur logement sans autre forme de procès !...

Nous avons déjà connu des tentatives du même genre par le passé. Souvenons-nous des essais il y a quelques années de « chasser » les mineurs retraités des cités minières, pour récupérer et rénover leur logement, afin de les rentabiliser ensuite par location à des gens qui n'avaient rien à voir avec les Houillères !...

Ces propos rejoignent nos inquiétudes déjà exprimées en début d'article...

Soyons vigilants, également dans ce domaine, pour « casser » les mauvais coups éventuels portés aux droits des Mineurs...

Nous en reparlerons...

Jean PRUVOST.



## La C.F.D.T. active au sein du comité d'entreprise des H.B.L.

La 55<sup>e</sup> réunion du comité d'entreprise s'est tenue le 25 mars 1983. Lors de cette réunion, la C.F.D.T. a pu s'exprimer tant sur les problèmes qui engagent l'avenir de la profession que sur ceux qui conditionnent la vie et le travail des mineurs.

### FAIRE DU CHARBON, OUI : MAIS IL FAUT GARANTIR SON UTILISATION

Les résultats d'exploitation du début de l'année 1983 peuvent rendre les mineurs plus optimistes. C'est plus de 11 millions de tonnes qui seront exploités si on continue sur cette lancée.

Mais, il faut que le travail des mineurs soit justement estimé et prévoir l'utilisation de cette énergie. Actuellement, plus de 80 % de la production est utilisée pour faire l'électricité ou dans la sidérurgie. Aujourd'hui :

### IL FAUT DÉVELOPPER LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ AVEC LE CHARBON LORRAIN

Les représentants de la C.F.D.T. ont fortement insisté, afin que tout soit mis en œuvre pour développer la capacité de production d'électricité des H.B.L. Pour cela la création d'un 7<sup>e</sup> groupe thermique est nécessaire ; E.D.F. doit tout mettre en œuvre pour que cela se réalise.

La C.F.D.T. a donc insisté, afin que toutes les démarches soient engagées à tous les niveaux, pour que cette réalisation ait lieu.

Lors de leur intervention, les militants de la C.F.D.T. ont fait préciser au directeur des H.B.L. que, si les groupes électriques 1 et 1 ne fabriquaient plus de courant pour E.D.F., ils ne devaient pas pour autant être mis au rebut. La Direction a pu préciser que ces groupes seraient utilisés pour les propres besoins d'entreprises en courant, ainsi que pour la fabrication de vapeur pour la plate-forme chimique de Carling.

Sur la politique énergétique du pays, la C.F.D.T. a pu manifester son inquiétude quant aux menaces que font peser les centrales nucléaires sur l'avenir de la production charbonnière nationale. Cette affirmation n'étant nullement démentie par les membres du C.E., la C.F.D.T. a demandé que, dès à présent, tout soit mis en œuvre, pour valoriser le charbon lorrain et faire pression sur les pouvoirs publics, afin que le programme nucléaire ne remette pas en cause les promesses de production charbonnière nationale.

### IL FAUT SAUVEGARDER LES CAPACITÉS DE COKEFACTION

La C.F.D.T. a attiré l'attention du Comité d'Entreprise des H.B.L. sur l'avenir de la cokéfaction du charbon lorrain cruellement remis en cause par la crise de la sidérurgie. Dans l'immédiat, il est indispensable, si l'on veut préserver à moyen terme l'avenir de la cokerie de Marienau, que l'on modifie les contrats d'importation de coke allemand, qui ont été passés en 1977.

### LE C.E. A DU VOTER UN AUTRE TRÉSORIER

Suite au départ à la retraite du trésorier des œuvres sociales, le comité d'entreprise a dû participer à l'élection d'un nouveau trésorier.

La C.F.D.T., première organisation du bassin houiller, a jugé de son devoir de présenter un de ses représentants comme candidat.

Hélas, il faut croire que le choix des travailleurs gêne certaines organisations syndicales qui ont préféré faire bloc pour s'opposer à cette candidature.

La C.F.D.T. regrette ce comportement qui place une fois de plus des minorités en position d'élus, bafouant ainsi la volonté des travailleurs.

### LA C.F.D.T. N'ACCEPTE AUCUN COMPROMIS DEVANT LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

Le C.E. a débattu du problème, oh ! combien important des taux d'empoussièrement dans les chantiers.

Les représentants de la C.F.D.T. ont fait une étude très approfondie sur ce problème, car c'est de la vie et de la santé des mineurs dont il est question.

La C.F.D.T. a démontré, de façon très précise et chiffrée à l'appui, que le rapport fait par la Direction des H.B.L. était loin de prendre en compte la réalité, tant des chantiers que des mineurs atteints de maladies respiratoires.

La C.F.D.T. a donc violemment contesté les propositions de la D.G. des H.B.L. sur les taux d'empoussièrement, qu'il faut revoir en baisse.

La réponse de la D.G. a été pour le moins laconique et démolitrice ; comportement inacceptable sur un sujet aussi important.

La C.F.D.T. regrette également le peu d'importance portée par les autres organisations syndicales sur ce sujet. En effet, aucune remarque n'a été faite de leur part.

La C.F.D.T. est déterminée à ne rien laisser passer quand il s'agit de la santé des travailleurs. Elle est décidée à mener l'action la plus rapidement possible et à tous les niveaux, afin que ce dossier soit reconsidéré et qu'il ne tombe pas dans les oubliettes.

### HORAIRE INDIVIDUALISÉ OU HIÉRARCHISÉ ?

La C.F.D.T., porte-parole à part entière de tous les travailleurs, a vivement réagi contre les manœuvres de la Direction des H.B.L. qui veut imposer aux travailleurs de nouveaux types d'horaires.

Ceux-ci n'ont en réalité qu'un seul but : garantir « un répondeur » aux quelques cadres restant dans l'entreprise jusqu'à 17 h 30.

La C.F.D.T. a précisé que la majorité du personnel concerné était fortement hostile aux démarches, souvent maladroites, de la direction. Il n'est pas question de remettre en cause un chose démocratiquement décidée auparavant.

Les représentants de la C.F.D.T. ont refusé de s'engager vers une solution qui détériore les conditions de travail.

En tout état de cause, s'il y a des propositions concrètes faites par la D.G., elles doivent être sanctionnées par un vote démocratique du personnel concerné.

La C.F.D.T. mènera des actions afin que les travailleurs s'expriment sur ce sujet.

### EXPRESSION DES TRAVAILLEURS : UN GOUFFRE ENTRE LA D.G. DES H.B.L. ET LE PERSONNEL

La Direction des H.B.L. a remis un texte au C.E. sur la communication dans l'entreprise.

Hormis le fait que, selon la D.G., c'est avant tout, la garantie de la rémunération qui fait que les travailleurs soient moins productifs, la D.G. des H.B.L. s'efforce à définir le dialogue et la communication des travailleurs que par la hiérarchie et encore filtrée et distillée.

La C.F.D.T. a pu faire remarquer combien était grande la divergence entre la D.G. et les travailleurs, rien que sur la simple définition du droit de s'exprimer.

Pour la C.F.D.T., les travailleurs doivent être des citoyens à part entière dans l'entreprise. Ils doivent pouvoir s'exprimer librement et sans pression hiérarchique.

Les travailleurs sont capables de définir eux-mêmes leur groupe d'expression, leur porte-parole, leur interlocuteur.

L'information doit être livrée en toute vérité sans filtrage souvent déformant. Ce n'est que dans ces conditions qu'un réel dialogue s'instaurera dans l'entreprise et qu'un meilleur climat rendra les hommes plus solidaires.

Hélas ! on en est encore loin à en juger l'interprétation de la D.G. des H.B.L.

## Une convention collective s'impose aux HBL

Mardi 19 avril a eu lieu une réunion à la direction, consacrée aux classifications des ouvriers. Il faut constater qu'en fait, la direction a convoqué une réunion pour déclarer que toutes les revendications devront désormais, d'abord transiter par les directions opérationnelles, que sur tous les cahiers de revendications, actuellement en possession de la direction, elle n'avait aucune proposition à faire, qu'elle procèdera par note de service à une modification de qualification de quelques emplois et enfin, que sur les questions générales de classifications, il fallait s'adresser aux Charbonnages de France.

La C.F.D.T. condamne avec fermeté la pratique de la direction. L'attitude de la direction va exactement à l'encontre d'une politique de concertation et de réduction des inégalités en matière de classifications.

La C.F.D.T. constate que le système de classification des H.B.L. est un système archaïque et profondément injuste. En effet, lorsque l'on parle de classifications, on ne peut pas oublier qu'à échelle égale, il y a des rémunérations différentes, un statut social différent, liés notamment aux avantages en nature et à la mensualisation. De plus, il y a aux H.B.L., sept systèmes de classifications différents : ouvriers régie jour - fond, ouvriers qualifiés de motier jour-fond, piqueur, ETAM, ingénieur.

La C.F.D.T. revendique un statut social allant de l'ouvrier à l'ingénieur. Un système de classification définissant l'échelle de départ, l'échelle maximum, le déroulement de carrière minimum.

De ce point de vue, la C.F.D.T. a demandé la suppression de l'échelle 3, l'équivalence des C.A.P. et l'ouverture de la filière ouvriers vers les « hautes échelles ».

Une véritable politique de classifications dans le cadre d'une convention collective doit également intégrer la question de formation. La C.F.D.T. a demandé la suppression des probations et leur remplacement par des stages de formation.

Une politique du personnel de l'entreprise devra limiter le temps dans un même emploi.

La C.F.D.T. ne se satisfait pas des positions et orientations de la direction générale et cela pour deux raisons :

- Il est inadmissible que l'on reste dans un système de classifications n'intégrant pas les évolutions techniques et humaines de l'entreprise.

- Il n'est pas admissible que l'on demande toujours plus d'efforts aux mineurs sans regarder parallèlement les classifications, le salaire à la tâche et le statut social.

## Forfait hospitalier pris en charge par les caisses complémentaires des S.S.M.

Vendredi 22 avril a eu lieu le conseil d'administration de la S.S.M. de Merlebach. Un débat a eu lieu concernant la mise en application des 20 F de forfait hospitalier.

**Le Syndicat des Mineurs C.F.D.T., les Administrateurs C.F.D.T. se sont prononcés avec fermeté contre le forfait hospitalier. Cette mesure est profondément injuste. Le forfait hospitalier accroît les inégalités sans que nous ayons la certitude qu'il apporte des recettes nouvelles pour l'assurance maladie.**

Les Mineurs ont toujours eu droit aux soins gratuits. Les S.S.M. pour pallier aux insuffisances des prestations légales ont décidé de créer une caisse complémentaire. Cette caisse permet d'améliorer les prestations légales.

La solidarité a toujours été la règle d'or de notre régime. Il faut constater, par ailleurs, que dans beaucoup d'entreprises, des décisions votées par les représentants des travailleurs ont été prises pour faire prendre en charge, par les Mutuelles, le forfait hospitalier.

Plus proche de nous, en Moselle, Haut-Rhin, Bas-Rhin, le gouvernement a pris un décret permettant la prise en charge du forfait hospitalier par les caisses et cela sur la part des prestations complémentaires. Notre S.S.M. a d'ailleurs toujours effectué les remboursements pour les consultations, hors secteurs, sur la base des remboursements effectués par le régime local. En clair, beaucoup

de Françaises et de Français, aucune Mosellane et aucun Mosellan ne vont payer, directement, le forfait hospitalier, sauf les mineurs, si aucune décision rapide n'est prise par les conseils d'administration des S.S.M.

La C.F.D.T. a proposé qu'un vote intervienne pour que le forfait hospitalier soit pris en charge par la S.S.M. de Merlebach, dans le cadre des prestations légales.

Dans le cas d'un vote négatif ou d'une éventuelle opposition juridique, un second vote devra intervenir décidant de la prise en charge du forfait hospitalier par la caisse complémentaire, cela pour des raisons de justice sociale et par analogie aux régimes Moselle-Alsace.

**Le Conseil d'administration a suivi les propositions de la C.F.D.T. et décide de prendre en charge le forfait hospitalier par la Caisse Complémentaire, tant pour les actifs que pour les retraités.**

Les bureaux des trois S.S.M. Merlebach, Petite-Rosselle, Faulquemont vont se réunir rapidement pour harmoniser les décisions et modifier les statuts de caisses. Les avances demandées aux affiliés seront remboursées.



# HOUILLÈRES DU BASSIN DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

## Logement et chauffage des mineurs : de nouveaux éléments de réponse...

Dans nos précédentes éditions, nous avons rendu compte de nos démarches auprès des élus du Bassin Minier pour l'amélioration du Logement et du Chauffage des Mineurs. M. Roland HUGUET, Président du Conseil Général du Pas-de-Calais, vient de nous faire parvenir la correspondance suivante :

Monsieur le Secrétaire Général,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur les problèmes posés par les prestations logement-chauffage des mineurs et des ayants droits des Houillères.

Je n'avais pas manqué comme vous le souhaitiez d'intervenir immédiatement auprès de M. Georges VALBON, Président des Charbonnages de France.

Vous trouverez ci-joint la réponse qui vient de m'être adressée.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous pris d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de mes meilleurs sentiments.

Roland HUGUET.

Paris, le 19 avril 1983

Monsieur Roland HUGUET,

Président du Conseil Général

du Pas-de-Calais - Préfecture

62020 ARRAS CEDEX

Monsieur le Président,

Par un courrier du 25 février 1983, vous aviez appelé mon attention sur les problèmes posés par les prestations logement-chauffage des mineurs et des ayants droit des Houillères.

Cette question vous avait été soumise par le syndicat régional C.F.D.T. des mineurs.

Après avoir consulté la Direction des Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais, je suis en mesure de vous apporter les éléments de réponse suivants :

Les questions évoquées par M. PRUVOST, Secrétaire Général du Syndicat régional des mineurs C.F.D.T. du Bassin du Nord-Pas-de-Calais, quant au niveau et aux conditions d'attribution des prestations de logement et de chauffage, ont déjà fait l'objet de nombreuses réunions de concertation avec les Organisations syndicales et ont donné lieu à des protocoles d'accord qui ont apporté pour le personnel des Houillères et leurs ayants droit d'importantes améliorations à la réglementation en vigueur.

C'est ainsi qu'ont été prises notamment les mesures ci-dessous évoquées :

- majoration des montants réglementaires de l'indemnité de logement (30 % pour les ouvriers et 20 % pour les ETAM) par un protocole du 27 mai 1974 ;
- relèvement du niveau de l'indemnité compensatrice de chauffage à la suite de l'indexation de son montant de base sur le prix de vente de charbon lorrain (protocole du 27 mai 1974), d'une majoration de 10 % au 1<sup>er</sup> octobre 1977

## Indemnités journalières de maladie

DECRET DU 31-03-83

Le décret n° 83-263 du 31 mars 1983 (J.O. du 1<sup>er</sup> avril 1983) a abrogé l'article 105 du décret 48-2769 du 27 novembre 1946 qui prévoyait la réduction de l'indemnité journalière de maladie en cas d'hospitalisation à la charge de la Société de Secours Minière.

En conséquence de cette mesure, à effet du 1<sup>er</sup> avril 1983, pour le calcul des compléments de rémunération assurant le maintien des appointements des E.T.A.M. malades dans les conditions prévues par l'article 36 de la Convention Collective du 1<sup>er</sup> janvier 1947, il y aura lieu de prendre dans tous les cas, qu'il y ait ou non hospitalisation, la valeur de base, sans réduction, de l'indemnité journalière de maladie.

## Des épouses de militants CFTD du Nord-PDC s'expriment au congrès régional...

Voici le texte de l'intervention faite à la tribune du Congrès Régional du 30 Avril à Lens :

Les femmes, après avoir écouté le rapport général, se sont réunies et ont discuté sur celui-ci.

Elles appuient fortement les maris dans leurs actions sur :

- le logement,
- la santé,
- les avantages en nature,
- les conditions de travail des mineurs.

Nous souhaitons, si l'Assemblée est d'accord, que certaines d'entre nous participent aux commissions santé et logement, ceci afin de soutenir vos actions.

Pou ce qui est de la fermeture du bassin, nous éprouvons de vives inquiétudes et nous sommes conscientes que cela entraînera des problèmes familiaux quant à l'intégration dans une nouvelle région.

Nous éprouvons une vive inquiétude pour l'avenir de nos enfants, car les lieux de mutation n'auront pas toutes les structures d'accueil pour les jeunes, pour la famille.

Nous réclamons de nouvelles structures dans notre région, de nouvelles implantations, une meilleure formation, un meilleur apprentissage et des implantations suivant ces apprentissages.

Nous serons partie prenante, avec nos maris, si ceux-ci décident de faire une grève générale ; nous les épaulerons lors des manifestations, et dans les quartiers.

Enfin, nous nous sommes aperçues que, lorsque la femme, hélas, reste seule, elle ne sait pas « débrouiller ses papiers », elle n'est au courant de rien. Aussi, nous souhaiterions des informations afin de pouvoir renseigner ceux et celles qui nous sollicitent, voire une formation.

C'était la première fois que des épouses de militants participaient à un congrès régional de Mineurs C.F.D.T. Cet événement est la suite logique d'un travail de recherche commencé par elles lors du congrès fédéral de Berck d'octobre 1982, pour essayer de trouver une meilleure insertion des femmes non salariées dans la vie syndicale...

Nous en reparlerons dans nos prochaines éditions...

(indemnité forfaitaire complémentaire) et de la création d'un « complément spécifique » (protocole du 24 septembre 1980) ;

- attribution aux célibataires, non bénéficiaires réglementairement de ce droit, d'une indemnité de logement égale initialement à la moitié de l'indemnité servie aux agents mariés (protocole du 22 janvier 1957) et portée ultérieurement aux 2/3 ou aux 3/5 suivant la durée des services (protocole du 27 mai 1974) ;
- amélioration de la situation des veuves d'invalides au regard de la prestation de chauffage (protocole du 27 mai 1974) ;
- assimilation de la situation des agents ou anciens agents divorcés à celle des veufs et veuves (même protocole).

En outre, à la demande des CHARBONNAGES de FRANCE, les arrêtés interministériels du 2 mai et 27 juillet 1979, relatifs respectivement à la prestation de logement et à la prestation de chauffage, ont étendu aux femmes mariées, jusqu'alors traitées comme des célibataires, le droit aux prestations complètes de l'agent marié.

Il apparaît ainsi que les règles d'attribution des prestations de logement et de chauffage ne sont pas restées figées depuis plus de trente ans.

Des améliorations devraient certes être envisagées pour certaines catégories d'ayants droit en matière de prestation de chauffage, notamment pour les veuves d'agents ou d'anciens agents ; des études ont été entreprises dans ce sens, par les CHARBONNAGES de FRANCE, mais les incidences financières des mesures qui pourraient être prises, même avec un étalement sur plusieurs années de leur application, excèdent les possibilités de nos entreprises, à plus forte raison, de l'uniformisation, même réalisée par étapes, du niveau des prestations, actuellement différenciée selon les catégories de personnel (ouvriers, ETAM et ingénieurs) et qui devrait concerner non seulement le personnel en activité mais également les retraités et les veuves.

Quant à l'alignement des droits des célibataires sur ceux des agents mariés, une telle mesure ne pourrait être envisagée, indépendamment de son coût pour l'entreprise, que si était tranchée de façon unanime par les organisations syndicales la question, souvent posée et jamais résolue, de savoir si les avantages de logement et de chauffage constituent de simples éléments de rémunération dépourvus de tout lien avec la situation de famille ou des prestations de caractère social ou familial.

Souhaitant vous avoir fourni les informations que vous attendiez, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs et bien cordiaux.

Georges VALBON.

### COMMENTAIRE C.F.D.T. :

Ce type de réponse montre à l'évidence que dans ce problème des avantages en nature, comme dans d'autres, seul un rapport de force large et unitaire de toute la profession minière est seul capable de faire avancer les revendications !... La C.F.D.T. continuera de s'y employer, dans l'intérêt de tous les travailleurs des Mines, actifs, retraités, veuves, personnes seules, etc.

## Pour le réembauchage des anciens mineurs d'I.D.L. Flandres-Artois

Par lettre en date du 20 avril 1983, la C.F.D.T. est intervenue auprès de la Direction du Personnel des H.B.N.P.C. en faveur des anciens mineurs, reconvertis ou non à la Société I.D.L. Flandres-Artois et aujourd'hui menacés de licenciement (175 licenciements ont été envisagés par la Direction de la Société).

La C.F.D.T. a demandé le réembauchage de ces agents au Statut du Mineur. Voici le texte de la réponse reçue :

Douai, le 29 avril 1983

« Monsieur le Secrétaire Général,

Votre lettre du 20 avril 1983, relative au réembauchage aux H.B.N.P.C. des agents de la Société I.D.L. Flandres-Artois qui sont d'anciens agents de notre Entreprise, a retenu toute mon attention.

En réponse, je suis en mesure de vous apporter les informations suivantes.

Sur les 61 agents qui ont été recensés comme étant d'anciens agents des H.B.N.P.C. et qui ont vus en entretien individuel par nos services, 51 ont donné leur accord pour un réembauchage aux Houillères.

Compte tenu de nos possibilités d'accueil ces réembauchages seront effectués selon le calendrier suivant :

- 18 avril ..... 13 agents
- 2 mai ..... 12 agents
- 16 mai ..... 13 agents
- 30 mai ou 6 juin ..... 13 agents

Vous nous signalez d'autre part que certains agents n'ont pas été convoqués aux entretiens individuels bien qu'anciens agents des H.B.N.P.C. Ces agents ont dû, pour des raisons diverses, échapper au recensement que nous avons effectué de la population concernée. Ils seront convoqués dans un proche avenir.

Enfin, les modalités selon lesquelles des emplois pourraient être proposés par les H.B.N.P.C. ou les autres entreprises du Groupe à d'autres agents, après une information préalable du Comité d'Entreprise d'I.D.L. F.-A., sont actuellement à l'étude.

En espérant avoir apporté à vos préoccupations les réponses attendues, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Directeur du Personnel,  
M. SAUVAGE.

## Redevance pour hébergement dans les maisons houillères

Le taux mensuel de la redevance due pour hébergement dans les maisons des Houillères est modifié.

Il est porté à 306 F à compter du 1<sup>er</sup> avril 1983.

## AIDE AUX VACANCES accordée aux familles allocataires de l'Union Régionale de Sécurité Sociale Minière du Nord en 1983

Comme chaque année, l'UNION REGIONALE de Sociétés de Secours Minières du NORD organise des séjours dans les œuvres du régime minier et accorde une aide aux vacanciers pour les autres séjours, aux familles :

- qui étaient allocataires au 31 décembre 1982,
- qui ont un enfant unique âgé de 3 à 10 ans,
- qui bénéficiaient du salaire unique au 31 décembre 1977 et qui gardent un dernier enfant à charge.

Sous réserve que le quotient familial mensuel (calculé à partir des ressources perçues en 1981) soit inférieur ou égal à 905 F.

### SEJOURS ORGANISES DANS LES ŒUVRES DU REGIME MINIER

Les familles ou les enfants des familles disposant d'un quotient familial supérieur à 905 F pourront bénéficier d'un séjour dans les œuvres ci-après dans la limite des places non occupées par les familles ayant un quotient familial inférieur à 905 F. Leur participation sera fixée dans les conditions précisées ci-après :

### COLONIES ET CAMPS DE VACANCES

Colonie de vacances de LA VILLE-AU-MAIRE (Indre-et-Loire) :

Réservée aux enfants des deux sexes âgés de 8 à 15 ans.

2 sessions : du 1<sup>er</sup> juillet au 1<sup>er</sup> août 1983 et du 2 août au 2 septembre 1983.

Centre de vacances d'adolescents de SAINT-GILDAS-DE-RHUYS (Morbihan) :

Réservé aux adolescents et adolescentes de plus de 12 ans et de moins de 16 ans

au 3 juillet 1983.

3 sessions : du 2 juillet au 24 juillet ; du 24 juillet au 15 août 1983 ; du 15 août au 6 septembre 1983.

Pour ces deux établissements, le séjour est gratuit pour les familles dont le quotient familial est inférieur à 905 F. (à l'exception des frais d'assurances soit 1,45 F par séjour).

## DOUAI : Permanences pour les retraités

Aniche : Maison des Syndicats, près de l'Hôtel de Ville, le 3<sup>e</sup> vendredi de chaque mois de 10 heures à 12 heures.

Aubercicourt : Salle des sports, cité Coquelet, le 2<sup>e</sup> vendredi de chaque mois de 10 heures à 12 heures.

Somain : Bourse du Travail, Grand'place, le 31 mai à 14 h 30 ; le 15 juin à 14 h 30 ; le 28 septembre à 14 h 30 ; le 19 octobre à 14 h 30.

Douai : Siège de la C.F.D.T., 35, rue des Ferronniers, Douai, les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> jeudis du mois de 14 h 30 à 16 h 30.

### REUNIONS POUR LES RETRAITES

Marchiennes : Ciné Rex, le 4 octobre à 14 h 30.

Roost-Warendin : Local Municipal, le 6 septembre à 14 h 30.

Aniche : Maison des Syndicats, le 3 juin à 14 h 30.

Somain : Bourse du Travail, Grand'place, le 31 mai à 14 h 30.

Douai : Siège de la C.F.D.T., le 27 septembre à 14 h 30.

Ecaillon : Salle près de la Chapelle, cité des Arbrisseaux, le 24 mai à 14 h 30.

Dechy : Salle municipale, le 6 juin à 14 h 30.

Villers-au-Tertre : Salle municipale, le 28 juin à 14 h 30.

## Indemnités de déplacement des chauffeurs des HBNPC

Les chauffeurs se déplaçant pour le service ont droit aux indemnités pour frais de déplacement définies ci-après :

### Déplacements dans un rayon de 100 km du point d'attache :

— Si ce déplacement a été prévu et le chauffeur intéressé prévenu ; l'indemnité versée sera de 18,30 F par repas.

— Si ce déplacement est imprévu et que le chauffeur n'a pu être prévenu de sa durée, l'indemnité versée sera de 24,60 F par repas.

Ces taux sont applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1983.

### Déplacements dans un rayon supérieur à 100 km du point d'attache :

Les déplacements au delà d'un rayon de 100 kilomètres donnent droit au paiement des indemnités prévues par la décision générale en vigueur (n° 748 du 14 avril 1983).

Le règlement des indemnités ainsi prévues sera effectué, à terme échu, aux chauffeurs ayant présenté leur note de frais (restaurant, hôtel) visée par la personne transportée.

## Contribution exceptionnelle de solidarité

SEUIL D'EXONERATION

En application du décret n° 83-261 du 7 avril 1983 (J.O. du 8 avril 1983), revalorisant les traitements des agents de la Fonction Publique, le seuil d'exonération défini au paragraphe 3 de la circulaire 400/00 n° 885 c du 8 décembre 1982 relative à la contribution exceptionnelle de solidarité en faveur des travailleurs privés d'emploi est porté au 1<sup>er</sup> avril 1983, à 4 751,67 F.

Pour les familles dont le quotient familial est supérieur à 905 F :

— 929,45 par enfant et par séjour pour la colonie de vacances de LA VILLE-AU-MAIRE.

— 1457,20 F par enfant et par séjour pour le centre d'adolescents de SAINT-GILDAS-DE-RHUYS.

Renseignements et inscriptions auprès des Sociétés de Secours Minières et des Sections Locales « Prestations Familiales » muni de l'attestation de séjour (bon vacances) de chaque enfant.

Colonies de vacances gérées par les Sociétés de Secours Minières de Valenciennes, Aniche, Escarpelle, Bruay-en-Artois, Bully-Grenay, Noeux-les-Mines et Liévin :

Renseignements et inscriptions auprès des services intéressés muni de l'attestation de séjour (bon vacances) de chaque enfant.

Important : ne sont admis dans les colonies et camps de vacances que les enfants qui auront satisfait aux vaccinations obligatoires (variole, diphtérie, tétanos, typhoïde, poliomyélite et B.C.G.) ainsi qu'aux rappels de vaccinations.

### MAISONS FAMILIALES ET VILLAGES DE VACANCES

Nous vous rappelons que chaque année l'UNION REGIONALE met à la disposition de ses allocataires des places :

— à la Maison Familiale de vacances de WIMEREUX.

Inscription dans le courant du mois de mars de chaque année.

— au Centre de vacances Roger-Latournerie de MENTON.

Inscription fin décembre de chaque année.

— dans les établissements de l'O.C.C.A.J. (maisons familiales et gîtes).

Inscription début mars de chaque année.

Les inscriptions sont prises à la Section Locale « Prestations Familiales », ou sa permanence fonctionnant auprès de la Société Minière de la résidence de l'allocataire.

### SEJOURS DANS LES ŒUVRES EXTERIEURS AU REGIME MINIER

Vous étiez allocataire de l'UNION REGIONALE en décembre 1982

Si votre quotient familial est inférieur ou égal à 905 F, vous recevrez en avril 1983 une attestation de séjour pour chacun de vos enfants connus de nos services au 31-12-82 accompagnée d'une notice précisant les conditions d'ouverture de droit et d'utilisation des documents.

Si votre quotient familial est supérieur à 905 F, vous serez informé, en avril 1983, de l'impossibilité pour l'UNION REGIONALE de vous octroyer l'aide aux vacances.

Vous ne bénéficiez pas de prestations familiales mais :

- vous avez un enfant unique âgé de 3 à 10 ans,
- vous avez un dernier enfant à charge et vous étiez bénéficiaire de l'allocation de salaire unique au 31-12-77.

Dans ce cas, pour bénéficier de l'aide aux vacances, vous devez avant votre départ, vous présenter à la permanence de votre section locale muni de votre matricule des Houillères Nationales et des justifications de ressources de l'année 1981 (revenu imposable « déclaration d'impôts) et rentes accident de travail et maladie professionnelle). Il vous sera alors remis l'attestation de séjour pour cet enfant ainsi que la notice précisant les conditions d'ouverture de droits et d'utilisation de l'imprime.

## Indemnités de double résidence et indemnités de déplacement aux ETAM

### Double résidence :

L'E.T.A.M. placé, conformément aux dispositions de la circulaire 400/00 n° 106 c du 7 février 1979, en position de double résidence, perçoit une indemnité de 24,60 F par repas pris hors de son domicile.

Toutefois, s'il existe à proximité du lieu de travail une popote ou une cantine organisée par les Houillères ou subventionnées par elles, les dispositions particulières du paragraphe 2.1.6. de la circulaire sus-visée sont appliquées, la valeur du plafond prévu étant fixée à 24,60 F.

### Déplacement n'excédant pas la journée :

Aucune indemnité n'est due si le déplacement ne met pas l'intéressé dans l'impossibilité, reconnue par le chef de service, de prendre son repas de midi à son domicile.

Si l'employé est dans l'obligation de prendre ce repas en dehors de son domicile et qu'il n'existe aucune cantine susceptible de le recevoir, cantine organisée par les Houillères ou subventionnée par elles, il perçoit l'indemnité prévue par la Décision Générale n° 725 du 19 mai 1982.

Si l'employé peut bénéficier de la présence d'une cantine organisée par les Houillères ou subventionnée par elles, il est seulement remboursé de la dépense réelle, sans que ce remboursement puisse dépasser le prix de repas pratiqué dans ladite cantine.

### Déplacement dépassant la journée :

Il s'agit alors de déplacements sur ordre de mission du chef de service, qui donnent droit au paiement des indemnités prévues par la Décision Générale n° 748 du 14 avril 1983.

### Remarques importantes :

— Les indemnités de déplacement et de double résidence ne peuvent se cumuler avec les indemnités de double trajet aller et retour journalier (cf. circulaire 400/00 n° 213 c du 12 février 1980 et 489 c du 24 mars 1982).

— Toutes les notes de frais de déplacement et de frais de double résidence seront établies normalement et sur le même état que les notes de frais de transport.

— Elles seront certifiées exactes par l'employé, contrôlées et visées par le chef de service qui les transmettra au Service Payeur.

### Règles de référence - Date d'effet :

La date d'effet de la présente circulaire, quant aux montants des indemnités dont elle traite, est le 1<sup>er</sup> janvier 1983.

Les rappels éventuellement dus pour les mois de janvier, février, mars, avril 1983 seront versés lors de la paie de mai 1983.



# Négociation après la grève de Carmaux

Suite à la grève déclenchée le 10-2-83 et de l'accord signé le 4-3-83, les organisations syndicales ont été reçues par la Direction générale d'Aquitaine pour définir les points suivants :

- 1°) Attribution de chauffage (Actifs, Retraités).
- 2°) Retraite à 30 ans de service sous certaines conditions.
- 3°) Indemnité de logement.
- 4°) Grandes Découvertes.
- 5°) Développement de l'activité économique du Carmausin.

## 1°) Chauffage

Pour les ouvriers en activité chef de famille, l'indemnité de chauffage qui était de 3 440 F passera à 4 300 F au 1-1-83 et à 4 700 F au 1-4-83.

Pour les ouvriers bénéficiant de l'avantage charbon, une seule carte sera en vigueur.

### « CARTE COMBUSTIBLE »

Ouvriers en activité chef de famille,

5 tonnes de coke ou 6 tonnes de noisette ou 9,5 tonnes de mixte.

Les veuves, retraités et invalides bénéficieront de cette mesure en fonction du coefficient en vigueur à C.D.F.

Le personnel manquant de combustible aura toujours la possibilité de bénéficier de 1,5 tonne de coke au prix préférentiel.

Pour les ETAM l'indemnité compensatrice sera de :

6 020 F à compter du 1-1-83

6 580 F à compter du 1-4-83

La carte combustible correspond à la carte ouvrier plus le coefficient en vigueur actuellement (1,4) soit :

7 tonnes de coke, 8,4 tonnes de noisette, 13,3 tonnes de mixte.

### Echange charbon gaz

Ouvrier : 6 000 m3 au lieu de 4 750 m3 à compter du 1-1-83.

ETAM : 8 000 m3 au lieu de 6 500 m3 à compter du 1-1-83.

La nouvelle carte combustible sera attribuée courant juin-juillet. Le personnel en sera informé.

## 2°) Retraite à 30 ans de service pour certains agents

Un arrêté Ministériel doit être signé par les Ministères de tutelle dans les mois à venir afin que le personnel Fond et Jour de l'Aquitaine atteint de silicose, accidenté de travail ou en mauvaise santé puissent bénéficier du décret mis en application dans le Nord-Pas-de-Calais.

## 3°) Indemnité logement

A titre provisoire un acompte de 200 F sera attribué au personnel Ouvrier et ETAM non logé par la Houillère à compter du 1-4-83.

Le montant définitif de l'indemnité se fera début juin (la 1<sup>re</sup> semaine une réunion est prévue. L'effet de cette mesure sera pris en compte au 1-1-83.

## LORRAINE

## Départ à la retraite d'un militant

Le 26 mars 1983 les militants du secteur de Rosselle ont fêté le départ à la retraite de l'un des leurs : Marcel PETRY qui a adhéré à la C.F.D.T. en 1968.

Avec la C.F.D.T. tête de liste il a participé aux premières élections de C.E. en 1969 et a été élu au C.E. SIMON en permanence jusqu'à son départ à la retraite.

Dès le début de son activité militante il avait la confiance des travailleurs. Il ne réchignait à aucune démarche pour soutenir ceux qui venaient le voir pour un problème.

Au sein du syndicat, il a accepté les responsabilités pour lesquelles le syndicat et les adhérents lui ont fait confiance, tels le Conseil Syndical, le C.E. Central, la C.O.S. et les différentes instances dont il faisait partie.

Vers la fin de sa carrière il a réduit son activité syndicale pour se consacrer plus à sa famille et laisse place à la relève. Il était pourtant toujours présent au Siège Simon où il continuait à assumer ses responsabilités.

Le Secrétaire Général de la Fédération des Mineurs M. SPAETH a tenu à assurer de sa présence cette fête.

Après avoir reçu de ses camarades un cadeau souvenir, le pot de l'amitié a été pris ensemble en lui souhaitant une longue et paisible retraite ainsi que de continuer son action parmi les retraités C.F.D.T.

Le secteur SIMON.

## 4°) Grandes découvertes

Un comité interministériel de l'énergie aura lieu début mai avant la réunion du FEDES. La Direction locale nous a fait savoir que l'ensemble des terrains concernant la Découverte de Ste-Marie étaient achetés et que seul le déblocage des crédits pour engager les travaux étaient attendus.

## 5°) Activité économique du Carmausin

Charbonnages de France a délégué le BERIM (Bureau, Etude, Recherche Industrie moderne) afin d'organiser un plan de travail pour industrialiser notre région. Cela se fera en étroite collaboration entre la Direction, les partenaires sociaux et les élus locaux. A cet effet une table ronde est prévue.

Concernant les protocoles en vigueur, aucune réponse ne nous a été faite étant donné que c'est du ressort national. Il n'en demeure pas moins que le personnel de Carmaux bénéficiera avec effet au 1-1-83 de toutes les mesures qui seront prises.

Camarades Mineurs, comme vous pouvez le constater les acquis du 4 mars ne sont pas négligeables, mais nous devons rester vigilants en vue de leurs applications.

Les organisations syndicales signataires tiennent tout particulièrement à vous féliciter pour votre sérieux concernant la journée travaillée du samedi 23, où nombreuses ont été les pressions exercées sur vous afin de vous démobiliser. Ce n'a pas été le cas, nous vous en rendons hommage.

## Bassin de BLANZY

## Pourquoi la ségrégation sur le puits ?

Vous n'avez pas été sans remarquer que des plans de stationnement fleurissent un peu partout !

Ces plans qui vous sont proposés sont composés de zones de diverses couleurs représentant les différentes catégories de personnel, de façon à ne pas mélanger les TORCHONS AVEC LES SERVIETTES.

A la C.F.D.T. nous sommes :

- contre les augmentations uniquement en pourcentage
- pour l'uniformisation des avantages en nature

— pour l'union et le rapprochement de tous les travailleurs.

C'est pourquoi nous nous élevons vigoureusement contre ces méthodes d'un autre âge qui divisent les travailleurs entre eux et qui vont à l'encontre de notre action.

Nous vous invitons donc à ne pas tenir compte de ces décisions.

Ce qui est permis pour les uns doit l'être pour tous !

Pour être reconnu comme un homme à part entière fais confiance à la C.F.D.T.

La section syndicale de Rozelay.

## Réunion extraordinaire du C.E.

Le Comité de Houillère s'est réuni en séance extraordinaire le 29 avril 1983.

A l'ordre du jour :

— **Projet d'exploitation à moyen terme.**

La direction a présenté le projet retenu par Charbonnages et le Conseil d'administration, à savoir :

Marche au ralenti de Darcy jusqu'en 1987, priorité est donnée à Rozelay qui devrait être saturé avec 2 tailles en 4<sup>e</sup> couche jusqu'à cette date.

Selon la direction, cette marche devrait améliorer les résultats financiers compte tenu du non-embauchage au fond et de la poursuite des mutations de Darcy à Rozelay.

En 1987 est prévue d'exploitation du panneau Gérard à Darcy avec arrêt de l'exploitation de Rozelay où l'on continuera les travaux préparatoires de la 4<sup>e</sup> couche centre et nord.

— Pour la C.F.D.T. si ce plan peut permettre l'amélioration des résultats financiers, c'est quand même un plan de récession, nous le condamnons.

— Ce plan est loin de s'inscrire dans les objectifs gouvernementaux de 1981 (30 millions de tonnes).

La C.F.D.T. revendique, avec les autres organisations dans le cadre de l'argumentaire commun, une production de un million de tonnes au fond avec un embauchage conséquent, compatible avec cet objectif.

Le fait que l'on sature Rozelay prouve que la C.F.D.T. avait raison : avec du personnel on améliore la production et les résultats financiers. Pourquoi ne pas renouveler cette opération pour Darcy ?

Le Syndicat des Mineurs C.F.D.T. est solidaire avec sa Fédération Nationale qui, devant la gravité de la situation, a proposé aux autres fédérations de mettre en route un processus aboutissant à la grève générale.

## Déclaration des élus CFDT au comité des houillères du 18 avril 83

### PLAN PRODUCTION 1983

— La C.F.D.T. proteste sur le fait que cette discussion ait lieu au 4<sup>e</sup> mois de l'année en cours alors que nous aurions dû avoir ce plan de production en soumission il y a au moins dix mois.

— La production a été revue en baisse et nous ne pouvons pas accepter cette situation.

— Aucun embauchage n'est prévu au fond. Nous posons la question de savoir : qui va assurer l'extraction et une production suffisante pour améliorer nos résultats financiers.

— Il n'est pas tenu compte des mutations de Darcy à Rozelay.

— En conséquence, nous refusons de discuter du plan 1983, par contre, nous sommes prêts à examiner le plan de production 1984. En effet, et nous l'avons déjà dit, il faut établir des prévisions à plus long terme de manière à pouvoir conduire les préparatoires qui permettront d'assurer la production.

Nous pensons qu'il y a urgence du fait également que le plan 1984 des Charbonnages prévoit une baisse notable de production par rapport au plan 1983. Il n'est pas exclu que la gravité de la situation résultant de l'absence d'une politique charbonnière et de l'emploi conduise la Fédération Nationale des Mineurs C.F.D.T. à mettre en route un processus aboutissant à la grève générale.



# L'action se développe aux mines de Potasse

Depuis quelques semaines diverses actions de développement dans notre entreprise. Il s'agit principalement du personnel hors statut — du personnel en régie fond, des infirmiers.

Ces actions sont menées intersyndicalement. La C.F.D.T. a pris l'initiative de réunir les organisations syndicales pour les trois catégories de personnel. En effet, pour tout ce personnel il s'agit de contingents à régler qui durent depuis des années.

## HORS STATUTS :

Nous sommes encore parmi les seules entreprises minières en France à avoir une centaine de ce personnel. Le personnel était réuni et a décidé de passer à l'action si son affiliation au statut du mineur ne se faisait pas.

Il est, en effet, scandaleux pour une entreprise nationalisée d'avoir deux sortes de personnel : sous statut et hors statut. Dans la plupart des grandes substances minières ces travailleurs et travailleuses ont été intégrés au statut du mineur.

A ce jour aucune réponse de la Direction n'est parvenue sur la demande d'entrevue intersyndicale. L'attitude de la Direction est inacceptable, ce personnel, en effet, est le plus mal payé de l'entreprise et on le laisse de côté, il est vrai qu'il n'est pas attaché directement à la production, donc il est considéré comme secondaire. Mais que la Direction ne se méprenne pas, les travailleurs et travailleuses pourraient lui réserver des surprises.

## RÉGIE FOND :

Environ 20 % du personnel du fond sont payés en régie. Là aussi, depuis des années, la Direction refuse de discuter de ce problème. Il a fallu une première grève d'une heure de ce personnel pour obtenir une négociation.

Les travailleurs en régie demandent la suppression de la notion de régie et que leurs salaires soient indexés sur la tâche principale, à différents taux de salaires tâches secondaires existant actuellement dans l'entreprise. La différence de salaire entre un ouvrier en régie et un ouvrier en tâche principale peut aller jusqu'à 1400 F par mois, ce qui est intolérable, parce que très souvent ce personnel travaille dans des conditions de chaleur et de poussière très pénibles.

Ces travailleurs sont décidés à lutter pour que satisfaction leur soit donnée. Lors de la première réunion la Direction a fait des propositions qui ont été jugées inacceptables pour les organisations syndicales.

L'action continue par des grèves d'une heure et ira en s'amplifiant si la Direction ne veut pas régler cette question.

## INFIRMIERS :

Dix-huit personnes sont concernées et demandent depuis 74 un véritable déroulement de carrière. Jusqu'en 1946 ce personnel était employé, jusqu'en 74 il a été assimilé à la filière des ouvriers de métier du jour.

## FORFAIT HOSPITALIER la CFDT demande une réunion extraordinaire

Les Administrateurs de la C.F.D.T. à la S.S.M. ont décidé de demander une réunion extraordinaire du Conseil d'Administration.

### Voici le texte de la lettre :

« Monsieur le Président,

Le 1<sup>er</sup> avril a été instauré le forfait hospitalier pour l'ensemble des affiliés des régimes de Sécurité Sociale en France. En Alsace, le régime local a décidé de prendre en charge pour 3 mois ce forfait. Par contre, notre régime minier a décidé de ne pas rembourser ces 20 francs. Cette mesure est injuste et discriminatoire envers les mineurs.

Les administrateurs C.F.D.T. vous demandent de convoquer une réunion extraordinaire du Conseil d'Administration de la S.S.M. afin de pouvoir examiner les moyens à mettre en œuvre pour permettre aux mineurs actifs et retraités et à leur famille d'être traités de la même façon que les ressortissants du régime local Alsace-Moselle.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Les Administrateurs C.F.D.T.  
à la S.S.M. du Haut-Rhin. »

Wittenheim le 27-4-83.

La situation de ce personnel va donc en se dégradant. Il est actuellement bloqué en échelle 8. Les revendications posées devraient permettre l'accès en échelle 9. Leur qualification est indéniable et leur quantité de travail ne va pas en diminuant.

Le ras-le-bol de ce personnel se manifeste par le développement de l'action. Après une réunion négative à la D.G. les infirmiers ont décidé de passer à l'action immédiatement par une grève le samedi et le refus des heures supplémentaires le dimanche. Cette forme d'action n'a pas eu l'impact nécessaire, c'est la raison qui les a amenés à faire une grève de 24 heures le 16-3, jour où aura lieu une entrevue à la Préfecture du Haut-Rhin.

Ce personnel est également déterminé à continuer son action pour arriver à un règlement de leur situation.

Ces actions catégorielles démontrent à l'évidence le mécontentement du personnel. Mécontentement qui est général pour l'ensemble des mineurs.

La Direction et nos tutelles devront tenir compte de cette réalité.

Les problèmes de classification posés de longue date : (Règle n + 1 — 2<sup>e</sup> étape de la revalorisation du métier de mineur — révision des filières Fond et Jour) préoccupent sérieusement les mineurs et les mineurs sont prêts à passer à l'action pour arriver à la satisfaction de leurs revendications.

## IMPLANTATION DU SYNDICAT DES MINEURS A WITTENHEIM

Suite à l'installation dans nos nouveaux locaux, quelques adhérents se sont posés des questions quant aux conditions d'occupation de nos bureaux.

Nous pensons qu'il est du droit de chaque adhérent de la C.F.D.T. de connaître la situation financière de son organisation puisque sa cotisation permet au syndicat de vivre.

Nous occupons depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1982 le rez-de-chaussée de l'immeuble à Schoenensteinbach. Cet immeuble appartient aux Mines de potasse. Nous payons un loyer mensuel pour nos bureaux aux M.D.P.A.

Dans les derniers temps peu de mineurs ont été intéressés pour habiter dans cette maison. C'est la raison qui nous a amené à envisager l'année dernière notre implantation dans ces lieux.

Nous voulons être, en effet, plus prêts des mineurs pour assurer notre développement. Nous profitons de l'occasion qui nous est donnée ici de faire un appel aux adhérents en les invitant à venir dans notre nouveau siège.

# Assises nationales des retraités et personnes âgées

du 28 mars au 1<sup>er</sup> 1983, au Palais des Congrès à Paris

Depuis des mois, à travers la France, elles ont été d'une réflexion sans égale, qui a mobilisé, de la phase préparatoire jusqu'à la remise du rapport général, des centaines de milliers de personnes en quelques mois, retraités et personnes âgées ont ainsi pu réexaminer les bases de la politique gérontologique pour le IX<sup>e</sup> plan.

L'âge moyen des participants se situe à 59 ans sur une fourchette qui s'étend sur 66 ans, de 20 ans pour le plus jeune à 86 ans pour le doyen. C'était les délégués de 10 millions de retraités et de personnes âgées, responsables et comptables devant tout le pays pour améliorer la connaissance statistique des ressources des retraités et personnes âgées et l'évaluation des politiques menées à leur égard.

Les douze commissions sont entrées de plein pied dans les Assises, elles ont travaillé avec ardeur à la préparation des rapports qui furent remis à M. Pierre MAUROY, Premier Ministre, vendredi 1<sup>er</sup> avril, quinze feuillets en moyenne par rapport de commission.

Je vous présente ci-dessous quelques extraits de ces rapports.

## Commission n° 1

Le passage de l'activité à la retraite ne présentant généralement pas de solution de continuité physiologique, la rupture étant essentiellement psychique, il apparaît nécessaire, sinon indispensable d'en atténuer les effets par un aménagement des périodes d'activité.

## Commission n° 2

Le retrait de l'activité fait apparaître les personnes âgées comme définitivement exclues. Que dire de l'isolement pour une personne vivant seule ?

Il faut privilégier ces relations intergénérationnelles qui constituent un pont par-dessus une génération intermédiaire, est source de rapprochement.

## DAUPHINÉ

# indemnité chauffage

La Direction vient de prendre la décision de porter le coefficient climatique de la Houillère du Dauphiné de 1 à 1,10. En clair, les mineurs actifs, retraités et veuves se verront augmenter leur quantité de combustible ou leur indemnité de 10 %. Cette mesure d'augmentation des prestations va dans le sens des revendications de la C.F.D.T.

Elle répond à un besoin des mineurs et de leur famille. Elle est le résultat de l'action menée en 1979 (c'est un point qui figure dans le protocole de fin de grève).

## Cette mesure réduit-elle les inégalités ?

Si cette mesure répond à un besoin réel des veuves, retraités et ouvriers du plateau de la Matheysine, elle ne modifie en rien les inégalités existantes en matière d'avantage en nature.

En effet, cette mesure maintient les écarts en actifs, retraités et veuves, entre ouvriers, ETAM et ingénieurs.

Pour la C.F.D.T. il faut supprimer la notion de hiérarchie dans l'avantage en nature chauffage. Il faut que chaque mineur actif, retraité ou veuve puisse se chauffer gratuitement. La mesure prise va dans le sens de donner encore plus à ceux qui en ont déjà de trop, et toujours pas assez à ceux et celles qui en ont insuffisamment. Il s'agit essentiellement des retraités et veuves.

La Direction a pris une mesure peu courageuse. Il en est toujours ainsi lorsqu'on refuse la discussion ou lorsqu'on veut faire plaisir à tout le monde.

## Solidarité et justice sociale nécessitent courage et volonté

Le syndicat de la Mure.

*mon syndicat ?*

Bien sûr  
c'est la **cfdt**

## Commission n° 5

Sensibiliser les collectivités publiques et les architectes au vieillissement, afin que les lieux publics soient facilement accessibles à toute personne âgée ou handicapée.

## Commission n° 11

L'amélioration des conditions de travail reste l'un des moyens les plus efficaces de réduire les inégalités des conditions de vieillesse. Ceci passe par la réduction des nuisances, l'adaptation des machines à l'homme (et non l'inverse) toutes les mesures de lutte contre les inégalités sont susceptibles de se traduire de façon favorable sur les conditions du vieillissement. Durant la période de productivité, des recherches sont à entreprendre pour étudier le rapport entre le travail et le vieillissement. Il est nécessaire que le travail n'apparaisse plus comme la valeur essentielle dans le développement individuel.

L'information sur les réalités de la vie à la retraite doit se faire dès maintenant, pendant les dernières années de travail.

\* En quelques jours, les délégués aux Assises ont pu fixer les bases de la politique gérontologique pour le IX<sup>e</sup> Plan.

Les conclusions des Assises sont donc désormais entre les mains du Gouvernement. Cela signifie nullement que le problème échappe aux acteurs des Assises. D'une part, la concertation ne s'arrêtera pas à ce stade et les structures mises en place par le Secrétariat d'Etat (C.N.R.P.A. - CODERPA notamment) en garantissant la pérennité. D'autre part, nos syndicats doivent maintenant à leurs niveaux, continuer à concrétiser les priorités ainsi définies.



# Programme d'action gouvernemental : PROPOSITIONS DE LA C.F.D.T.

LE  
JOURNAL  
DU  
MINEUR

AVRIL-MAI

N 182



## PROPOSITION DE MODIFICATIONS DE CERTAINES MESURES DU PLAN GOUVERNEMENTAL CONCERNANT L'EMPRUNT OBLIGATOIRE

Le plan gouvernemental du 25 mars prévoit un emprunt obligatoire prélevé en mai, représentant 10 % des impôts versés en 1982, pour les ménages imposés à plus de 5 000 F.

La C.F.D.T. fait quatre contre-propositions à cette mesure :

- elle demande l'étalement de ce prélèvement, car il représente pour certains ménages une ponction très importante qui, au mois de mai, s'ajoute au versement du deuxième tiers provisionnel ;
- elle demande que le taux de prélèvement soit progressif ;
- elle demande, pour rendre plus supportable le prélèvement, que la somme prélevée soit déduite du revenu imposable pour l'année 1983. L'année où l'emprunt sera remboursé, cette somme sera intégrée au revenu imposable ;
- enfin, elle propose que les quatorze milliards ainsi dégagés soient affectés à un fonds national à gestion tripartite.

Le fonds national, dont la C.F.D.T. propose la création, utiliserait ses ressources pour deux actions :

- favoriser, pour moitié des sommes disponibles, l'investissement industriel ;
- favoriser, pour l'autre moitié, la création d'emplois par la réduction du temps de travail.

Les décisions de financement du fonds national seraient prises sur la base d'accords négociés. Concernant l'investissement industriel, les décisions de financement seraient liées à l'élaboration d'un contrat de Plan entre les entreprises et l'Etat.

Pour la création d'emplois par la réduction du temps de travail les décisions de financement suivraient une procédure proche de celle des contrats de solidarité, comprenant donc la conclusion d'un accord dans les entreprises.

Pour la C.F.D.T., une telle mesure aurait deux avantages majeurs. Elle permettrait une action favorisant la création d'emplois, améliorant par là-même le financement de la protection sociale. Elle permettrait d'autre part aux travailleurs d'affirmer une solidarité active pour l'emploi.

Par ailleurs, la création de ce fonds national constituerait une avancée pour la constitution de fonds salariaux prévus par le programme gouvernemental du 25 mars. Ces fonds, dont les modalités de création doivent être débattues avec les organisations syndicales — pour la C.F.D.T. — servir au développement industriel des branches et des régions, ainsi qu'à la création d'emplois par la réduction du temps de travail.

## Concernant le prélèvement de 1 % pour le financement de la Sécurité Sociale

La décision d'opérer en septembre un prélèvement de 1 % sur le revenu imposable est, pour la C.F.D.T., une mesure plus juste que l'augmentation des cotisations sur les salaires. Mais elle ne doit pas se traduire par une réduction des responsabilités des conseils d'administration.

La C.F.D.T. propose donc que les sommes recueillies par le fisc soient directement versées aux U.R.S.S.A.F.

## Concernant la mise en place du forfait hospitalier au 1<sup>er</sup> avril

Le forfait hospitalier est une mesure que recrée des inégalités entre assurés sociaux, qui est lourde et coûteuse à gérer.

La C.F.D.T. en demande la suppression.

## Propositions de mesures nouvelles au service de finalités sociales

Pour la C.F.D.T. les mesures économiques nécessaires du fait de la situation française doivent s'accompagner de priorités sociales au service de l'emploi, des bas salaires, de la réduction des inégalités et d'une transformation du travail. Affirmer de telles priorités est indispensable.

La C.F.D.T. propose donc au gouvernement de les inclure dans son plan car elles conditionnent l'acceptation de l'effort et de la réussite économique.

## Emploi et réduction du temps de travail

Pour la C.F.D.T. les risques de désagrégation sociale liés à l'accroissement du chômage sont trop forts pour que les mesures de redressement économique nécessaires ne s'accompagnent pas d'une action résolue contre le chômage, pour le développement de l'emploi. Cette action passe par la poursuite de la réduction du temps de travail vers les 35 heures accompagnée de créations d'emplois et l'affirmation d'une volonté de chercher d'autres modalités d'un partage du travail.

La création d'emplois par la réduction du temps de travail relève d'un développement des négociations entre les employeurs et les organisations syndicales.

La C.F.D.T. attend du gouvernement :

- qu'il affirme sans ambiguïté l'objectif qu'il avait fait sien en 1981, à savoir qu'en 1985, plus aucune entreprise ne se trouve au-dessus de trente cinq heures ;
- qu'il incite les organisations patronales et syndicales à négocier pour atteindre cet objectif ;
- qu'il accélère les négociations sur la réduction du temps de travail et la création d'emplois dans chaque ministère.

Enfin, le chômage frappant plus particulièrement les jeunes, la C.F.D.T. attend du gouvernement qu'il incite les organisations syndicales et patronales à une action pour l'insertion professionnelle des jeunes et définisse les lignes de force de sa politique sur ce point.

## S.M.I.C. et bas salaires

L'effort demandé aux salariés ne doit pas ralentir l'action entreprise depuis juin 1981 pour réduire les inégalités. La C.F.D.T. demande donc que, au cours de l'année 1983, le S.M.I.C. connaisse une progression de son pouvoir d'achat qui ne soit pas inférieure à celle obtenue au titre de l'année 1982, soit 4 %.

La progression régulière du S.M.I.C. pose le problème d'un écrasement de la hiérarchie des salaires des ouvriers ou employés. Face à cela, la C.F.D.T. propose l'instauration dans les conventions collectives et les statuts d'un système de salaire en deux éléments. La détermination de la progression du S.M.I.C. pour 1983, l'impulsion des négociations pour favoriser l'instauration du salaire en deux éléments doivent être débattues à la commission nationale de la négociation collective, instaurée par la loi du 13 novembre 1982, dont le décret de mise en place doit paraître dans les meilleurs délais.

La Commission nationale doit, conformément aux engagements pris lors du vote des lois Auroux, entamer rapidement le travail de comblement des vides conventionnels. Ces vides ont, en effet, pour conséquence d'interdire toute négociation significative sur les salaires.

## La réduction des inégalités en matière de Sécurité Sociale et de fiscalité

La réforme du financement des allocations familiales envisagée par le gouvernement, qui doit conduire au transfert des neuf points de cotisation sur les salaires plafonnés à une contribution sociale sur les revenus de 6 à 7 % doit être accélérée.

Cette réforme aura pour effet de rendre disponible, dans les entreprises, de 2 à 3 points de cotisations ; la C.F.D.T. demande que l'utilisation de ces ressources puisse être négociée et mise au service de l'investissement industriel, de la création d'emplois et de la remise en ordre des grilles de salaires.

Ces mesures ne dispensent pas d'une réforme plus générale des règles de financement de la sécurité sociale. Il importe donc que le gouvernement affirme sa volonté d'une telle réforme. Il doit, par ailleurs, sans tarder, indiquer à quelle date auront lieu les élections aux conseils d'administration de la sécurité sociale.

Pour la C.F.D.T., une réforme de la fiscalité est nécessaire. A cet égard, la C.F.D.T. a élaboré un certain nombre de propositions. Mais il est, dès aujourd'hui, nécessaire d'entamer l'action par deux mesures significatives des orientations à suivre :

- la réforme des droits de succession dont une partie des sommes qu'elle permet de dégager doit servir au financement de l'UNEDIC ;
- le blocage à son niveau actuel de la déduction par enfant dans l'impôt sur le revenu, premier pas vers la disparition progressive du quotient familial, au profit d'une revalorisation des allocations familiales.

Enfin, pour corriger les inégalités devant l'impôt, des mesures permettant une meilleure connaissance des revenus non salariaux et des patrimoines doivent être prises.

## Changer le travail pour une nouvelle efficacité économique et sociale

La rénovation du droit du travail est une réforme essentielle pour la dignité des travailleurs et leur vie dans l'entreprise. Elle permet une transformation du travail indispensable pour promouvoir l'efficacité économique et sociale des entreprises françaises. La réaffirmation de l'importance de ces droits nouveaux est d'autant plus nécessaire que le patronat continue d'en contester le principe et agit pour limiter leur application. Le gouvernement doit marquer sa volonté de poursuivre le progrès entamé par :

- la présentation au Parlement des lois sur l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, sur la démocratisation du secteur public et sur le statut des fonctions publiques ;
- la publication des décrets prévus par les lois déjà adoptées.

La C.F.D.T. demande que le Ministre des Affaires Sociales présente la politique de soutien à la mise en œuvre des droits nouveaux qu'il entend développer et souhaite qu'elle fasse l'objet d'une confrontation avec les organisations syndicales et patronales.

Il n'y aura pas de redressement économique durable sans changement dans le contenu et les conditions de travail. Le gouvernement doit affirmer clairement qu'il s'agit là pour lui d'un objectif essentiel.

La C.F.D.T. attend du gouvernement :

- qu'il prenne des mesures pour favoriser la mise en œuvre du droit d'expression, des CHS-CT et de l'obligation annuelle de négocier, instruments principaux pour changer le travail dans l'entreprise ;
- qu'il accorde une importance nouvelle aux institutions publiques et para-publiques ayant pour mission de favoriser la transformation de l'organisation du travail ou d'améliorer l'hygiène et la sécurité ;
- qu'il mette en place un programme prioritaire permettant d'impulser la transformation de l'organisation du travail taylorisé ou à la chaîne dans l'automobile avec le concours des organisations syndicales, des directions d'entreprises, de l'administration et de l'ANACT ;
- qu'il dégage, par confrontation avec les organisations syndicales et patronales, des actions prioritaires sur des problèmes urgents tels que la suppression du salaire au rendement. La formation professionnelle et la qualification des O.S., la mixité des emplois assortie d'une requalification des travailleuses.

Le gouvernement a arrêté, le 25 mars, un ensemble de dispositions pour faire face aux difficultés économiques que connaît la France. Depuis le Premier Ministre en a précisé le contenu et le gouvernement a décidé de légiférer par ordonnance. La C.F.D.T. a dit ce qu'elle pensait des méthodes d'élaboration de ces décisions. Cependant, elle ne conteste pas la réalité des difficultés, ni la nécessité de mesures permettant d'y faire face.

Comme vous le constatez, la critique de la C.F.D.T. au plan gouvernemental porte, d'une part, sur le risque qu'il comporte d'une forte progression du chômage, ainsi que sur l'absence de finalités sociales (bas salaires, changement du travail), d'autre part sur le contenu d'un certain nombre de mesures à caractère financier.

### « LE JOURNAL DU MINEUR »

Organe Mensuel  
de la Fédération Nationale des Mineurs  
C.F.D.T.

Inscrit à la Commission paritaire  
scus le numéro 511073

IMPRIMERIE DU MERCURE S.A. - 49500 SEGRE